

## Programme du mardi 12 novembre 2024

### L'essor de l'apprentissage : quel bilan et quelles perspectives ?

Au cours des cinq dernières années, l'apprentissage a connu une forte augmentation, favorisée notamment par la réforme de 2018<sup>1</sup> et par l'aide exceptionnelle à l'apprentissage instaurée en 2020. Entre 2017 et 2024, le nombre d'entrées en apprentissage a triplé, passant de 300 000 à près de 915 000<sup>2</sup>.

Cette progression rapide a modifié certaines dynamiques. Une part croissante des nouveaux contrats d'apprentissage concerne les formations préparant aux niveaux de diplôme les plus élevés, et par conséquent, la part d'apprentis préparant un diplôme de niveau équivalent ou inférieur au baccalauréat a considérablement diminué, passant de 53 % en 2019 à 36 % en 2024<sup>3</sup>. S'agissant du marché du travail, le développement de l'alternance aurait contribué à la hausse des taux d'activité et d'emploi des jeunes, avec 34,9 % des 15-24 ans qui sont en emploi<sup>3</sup>, mais a aussi contribué à la baisse de 1,6 point de la productivité par tête entre le T4 2019 et le T3 2022<sup>3</sup>.

En parallèle de ces différentes évolutions, les dépenses publiques mobilisées pour l'apprentissage ont nettement augmenté, du fait de l'augmentation du nombre d'apprentis et des nouvelles aides (5,8 Md€ en 2018 à 13,5 Md€ en 2022<sup>4</sup>).

**D'un point de vue juridique et social**, on pourra tout d'abord se pencher sur les effets de l'alignement du droit des apprentis sur le droit du travail et les protections particulières dont bénéficient les apprentis. Le séminaire s'interrogera aussi sur la manière dont les aides publiques apportées aux employeurs pour prendre en charge les apprentis peuvent être vectrices d'inégalités vis-à-vis des étudiants et des jeunes non apprentis qui s'insèrent sur le marché du travail, et si cela est susceptible de créer une concurrence vis-à-vis de ces derniers. Enfin, on s'intéressera à la place à accorder aux entreprises quant à la définition de l'offre de formations.

**D'un point de vue économique**, le séminaire se penchera sur les gains issus de l'apprentissage lors de l'insertion professionnelle, sur la productivité des apprentis à court et moyen terme, ainsi que sur les secteurs qui bénéficient le plus de cet essor. Dans quelle mesure le développement de l'apprentissage peut-il répondre aux difficultés de recrutement dans certains secteurs ? Où placer le curseur entre formation générale et formation spécifique en entreprise ?

En termes de financement du dispositif, on s'interrogera sur la manière d'assurer la soutenabilité financière du système. Observe-t-on un déplacement du rôle de l'apprentissage, d'aide à l'insertion professionnelle pour les moins diplômés à une aide financière pour les diplômés les plus élevés ? Faut-il modifier la répartition du coût de l'apprentissage entre Etat, entreprises et apprentis ?

Enfin, le Séminaire pourra être l'occasion de réaliser une analyse comparative avec des pays où la formation en apprentissage est efficacement intégrée au système d'études, à l'instar de l'Allemagne et de la Suisse.

<sup>1</sup> Cette réforme a permis d'aligner (partiellement) le droit des apprentis sur celui des salariés et a facilité la création et le fonctionnement des centres de formation d'apprentis

<sup>2</sup> Dares (2023), *Le contrat d'apprentissage*.

<sup>3</sup> Insee (2023), *Une photographie du marché du travail en 2022*.

<sup>4</sup> DGEFP (2024), *Jaune budgétaire relatif à la formation professionnelle du PLF pour 2024*.

9h15 **Accueil des participants au Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie**, Salle de conférences Pierre Mendès France, 139 rue de Bercy, 75012, Paris

9h30 **Introduction** par **Gilbert Cette**, Co-président du séminaire, Président du Conseil d'orientation des retraites, Professeur d'Économie à NEOMA Business School

**Interventions croisées en 3 parties par :**

**Pierre Cahuc** – Docteur en Économie, Professeur à Sciences Po, directeur de la chaire Sécurisation des parcours professionnels ;

**Anne-Léone Campanella** – Directrice Générale – REAL Campus by L'Oréal ;

**Jean-Pierre Willems** – Docteur en Droit et consultant en droit de la formation ;

**Un point avec l'Unédic** : **Lara Muller** – Directrice des études et des analyses

9h45 **I) État des lieux de l'apprentissage en France – Appréciation des effets de la réforme de 2018**

A) Comparaison internationale : apprentissage et politiques publiques pour améliorer l'emploi des jeunes – **Pierre Cahuc**

B) Comment fonctionne le système d'apprentissage français, notamment depuis la réforme de 2018 ? – **Jean-Pierre Willems**

C) Témoignage : Quels apports de la réforme de 2018 dans une entreprise française ? – **Anne-Léone Campanella**

**Échanges avec les participants**

10h25 **II) Enjeux persistants et problématiques nouvelles – les défis de l'apprentissage en 2024**

A) Les enjeux économiques et financiers des dispositifs d'apprentissage dans un contexte budgétaire contraint – **Pierre Cahuc**

Focus sur le chômage des ex-apprentis : les résultats de l'étude de l'Unédic – **Lara Muller**

B) Les enjeux juridiques et sociaux des dispositifs d'apprentissage – **Jean-Pierre Willems**

C) Les défis rencontrés sur le terrain : retours d'expérience et stratégies d'entreprise – **Anne-Léone Campanella**

**Échanges avec les participants**

11h15 **Pause**

11h30 **III) Quels ajustements du dispositif pour un apprentissage encore plus efficient ?**

A) Quelles politiques publiques pour répondre aux défis de l'apprentissage et quel ciblage ? – **Pierre Cahuc**

B) Comment améliorer l'apprentissage dans le cadre global français d'éducation et de formation professionnelle ? – **Jean-Pierre Willems**

C) Des nouvelles du terrain : quelles pistes d'amélioration ? – **Anne-Léone Campanella**

**Échanges avec les participants**

12h15 **Clôture des débats** par **Jean-Emmanuel Ray**, Co-président du séminaire, Professeur émérite à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

## **Bibliographie du Séminaire « Politiques de l'emploi »**

*L'essor de l'apprentissage : quel bilan et quelles perspectives ?*

Cahuc, P. et Hervein, J. (2024), "Apprenticeship and Youth Unemployment", in *European Economic Review* (vol.162)

Cahuc, P. et Hervein, J. (2023), « Quelles politiques de l'emploi pour les jeunes ? », Collection Sécuriser l'emploi, Presses de Sciences Po

Cart, B. et Léné, A. (2015), « Effet à terme de l'apprentissage : le début de carrière des ex-apprentis est-il plus favorable que celui des ex-lycéens professionnels ? »

Céreq (2016), « Insertion des apprentis : un avantage à interroger », Bref du Céreq

Coquet, B. (2024), « Apprentissage. Quatre leviers pour reprendre le contrôle », OFCE Policy Brief

Coupié, T. et al. (2018), « 20 ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions », Colection Céreq Essentiels

Coupié, T. et Gasquet, C. (2018), « Comment l'apprentissage favorise-t-il l'insertion professionnelle des CAP-BEP ? », Formation Emploi n°142

Cour des comptes (2022), « La formation en alternance »

Dares (2024), « Ruptures des contrats d'apprentissage : quelles évolutions depuis la réforme de 2018 ? », *Dares Analyses n°43*

Dares (2024), « Quelles causes aux ruptures des contrats d'apprentissage ? », *Dares Analyses n°63*

Fougère D. et Schwerdt W. (2001), « Quelle est la productivité marginale des apprentis ? », *Revue Économique*, vol.52

Institut Paris Région (2024), « Développement de l'apprentissage et ruptures de contrat : quelles réalités en Île de France ? »

Le Rhun, B. et Marchal, N. (2017), « Insertion professionnelle des apprentis et des lycéens », *Education & formations n°94*

Martinot, B. (2015), « Apprentissage : un vaccin contre le chômage des jeunes », Étude de l'Institut Montaigne

Martinot, B. (2018), « Réforme de la formation professionnelle : allons jusqu'au bout ! », Note de l'Institut Montaigne

Martinot, B. (2023), « L'apprentissage au-delà des chiffres », Note d'éclairage de l'Institut Montaigne

Mohrenweiser J. et Zwick T. (2009), "Why do firms train apprentices? The net cost puzzle reconsidered", *Labour Economics*, vol. 16(6)

OCDE (2022), *Recommandations du Conseil sur l'amélioration des perspectives offertes aux jeunes*, OECD Publishing, Paris

Prisca, K. et al. (2017), « Mesure et analyse des discriminations d'accès à l'apprentissage »

Unédic (2024), « Apprentissage et Assurance chômage : éléments de suivi »

Unédic (2022), « L'essor de l'apprentissage et ses effets sur l'emploi et l'Assurance chômage »

Willems, J.P. (2015), La formation professionnelle II : Accès des salariés à la formation – L'apprentissage

Willems, J.P (2021), « 1971- 2021 – Les mutations réussies de l'apprentissage », dans Droit social (n°10, octobre 2021)